

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES, le
26/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ECOPUR (ex SMF MIGNON et FILS)

4 rue du Saule St Jacques
91540 Ormoy

Références : *D2024-0007*
Code AIOT : 0006508983

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2023 dans l'établissement ECOPUR (ex SMF MIGNON et FILS) implanté Avenue des Roissy Hauts 91540 Ormoy. L'inspection a été annoncée le 26/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOPUR (ex SMF MIGNON et FILS)
- Avenue des Roissy Hauts 91540 Ormoy
- Code AIOT : 0006508983
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOPUR exploite sur la commune d'Ormoy, une unité de lavage de camions-citernes de produits agroalimentaires ou chimiques, le regroupement de déchets dangereux (huiles, essences, solvants) avant acheminement vers des centres de traitement ou de valorisation et le traitement des eaux hydrocarburées ou des eaux résiduelles produites sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Identification des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 6.1.1 et 6.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Volume des rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.5.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a eu pour objet de faire le point sur les non-conformités relevées lors de l'inspection de 2022.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection la note de calcul relative à la capacité de rétention nécessaire sur son site, ainsi que les résultats d'analyses trimestrielles des rejets aqueux pour l'année 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2023
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : <u>Constat de l'inspection de 2022 :</u> L'exploitant a fait installer une centrifugeuse pour lui permettre d'optimiser le conditionnement de ses déchets. Celle-ci n'a pas encore été mise en service au moment de l'inspection. La mise en route est prévue pour la fin de l'année 2022. L'exploitant dispose d'un plan localisé représentant le raccordement de la centrifugeuse sur le réseau, toutefois le plan global des réseaux du site n'a pas encore été mis à jour. Le plan de recollement sera fait au cours du premier trimestre 2023. Il devra le transmettre à l'inspection une fois qu'il sera réalisé ou à défaut le présenter à la prochaine inspection.
<u>Constat de l'inspection de 2023 :</u> L'exploitant présente le plan de ses réseaux mis à jour suite à la mise en service de la centrifugeuse en novembre 2022. L'exploitant a réalisé un plan par atelier afin de faciliter la lecture. La non-conformité constatée lors de l'inspection de 2022 peut être levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.3.3
Thème-s : Risques chroniques, Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avais(en) t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2023
Prescription contrôlée : <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.</p>
Constats : <p><u>Constat de l'inspection de 2022 :</u> Un arbre pousse sur un des flancs du bassin de rétention, l'exploitant a prévu son abattage suivi de la reprise de la bâche. Au moment de l'inspection l'abattage n'avait pas pu être réalisé en raison des conditions météorologiques. L'exploitant devra informer l'inspection une fois que les travaux de maintenance auront été réalisés.</p> <p><u>Constat de l'inspection de 2023 :</u> L'inspection constate que la vanne est clairement identifiée. L'inspection constate que l'arbre qui poussait dans le bassin a été retiré. L'inspection constate le bon état de la bâche du bassin de rétention. La non-conformité de l'année 2022 peut être levée</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 6.1.1 et 6.1.2
Thème(s) : Produits chimiques, Identification produits et substances dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2023
Prescription contrôlée : <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement(nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.</p> <p>Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés. Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.</p>
Constats : <p><u>Constat de l'inspection de 2022 :</u> Lors de la dernière inspection, il a été convenu que l'état des stocks des produits dangereux doit être mis à jour mensuellement et non pas annuellement. L'exploitant n'a pas encore adapté la fréquence de mise à jour.</p>

Une sonde va être mise en place dans chaque cuve supérieure à 20m3, afin d'avoir un suivi en temps réel de la quantité de produits stockés.
L'exploitant doit mettre à jour l'état des stocks de produits dangereux mensuellement.

Constat de l'inspection de 2023 :

Pour deux des cuves l'exploitant est confronté à une limite technique qui ne lui permet pas d'installer les sondes de remplissage. Un dispositif de mesure de pression va être installé afin de déterminer le niveau de remplissage des cuves. Les équipements seront mis en place dans le courant du premier semestre 2024.

L'exploitant présente à l'inspection le suivi mensuel de l'état des stocks de ses produits dangereux. Toutefois celui-ci ne mentionne pas le niveau de remplissage des deux cuves mentionnées ci-dessus.

La non-conformité de 2022 est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Volume des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2023

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

✕ 100 % de la capacité du plus grand réservoir,

✕ 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

✕ dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,

✕ dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800L.

Constats :

Constat de l'inspection 2022 : Avec la mise en place de la centrifugeuse, l'exploitant devait remettre à jour la note de calcul de capacité de rétention.

Les travaux et les réaménagements liés à la mise en place de la centrifugeuse n'étant pas finalisés, la note de calcul n'a pas encore été mise à jour.

L'exploitant doit la transmettre à l'inspection des installations classée avant la fin du 1er trimestre 2023.

Constat de l'inspection 2023 : L'exploitant a mis à jour la note de calcul déterminant le volume de rétention nécessaire sur le site. L'exploitant indique que le volume de rétention calculé est de 77 m3, pour un total de produit stocké de 56 m3. Toutefois la note de calcul de rétention n'a pas été présentée à l'inspection.

L'exploitant doit transmettre la note de calcul.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 21/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">✕ les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;✕ l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;✕ l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;✕ l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;✕ les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour emploi et le stockage de produits incompatibles ;✕ les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;✕ les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;✕ les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1 ;✕ les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;✕ la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;✕ l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : <p><u>Constat de l'inspection de 2022 :</u></p> <p>L'exploitant a mis en place les affichages appropriés sur les zones de dangers (dépotage, stockages de produits et déchets dangereux).</p> <p>La vanne d'obturation en sortie du bassin de rétention n'est pas affichée. L'exploitant doit mettre en place un affichage visible pour identifier la vanne.</p> <p><u>Constat de l'inspection de 2023 :</u></p> <p>L'inspection constate que le plan des zones de danger a été mis à jour suite à la mise en service de la centrifugeuse.</p> <p>L'inspection constate que la vanne d'obturation en sortie de bassin de rétention est clairement identifiée.</p> <p>La non-conformité de l'année 2022 peut être levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite